

a

FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration – Quatre-vingt-sixième session

Rome, 12-13 décembre 2005

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT DES PROPOSITIONS DE

DONS AU TITRE DU GUICHET MONDIAL/RÉGIONAL

POUR

LA RECHERCHE ET LA FORMATION AGRICOLES

DESTINÉS À

DES CENTRES INTERNATIONAUX NE BÉNÉFICIAINT PAS DU SOUTIEN DU GCRAI

TABLE DES MATIÈRES

SIGLES ET ACRONYMES	iii
PREMIÈRE PARTIE – INTRODUCTION	1
DEUXIÈME PARTIE – RECOMMANDATION	3
ANNEXES	
I. FONDATION DLO: PROGRAMME RÉGIONAL VISANT À APPUYER UNE “GESTION ORIENTÉE VERS L’IMPACT” EN AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE	4
II. CENTRE INTERNATIONAL SUR LA PHYSIOLOGIE ET L’ÉCOLOGIE DES INSECTES: PROGRAMME DE VALORISATION, PAR LA MÉTHODE DE LA CHAÎNE DE VALEUR, DES PRODUITS DE LA SÉRICULTURE ET DE L’APICULTURE POUR LES PAUVRES VIVANT AU SEIN D’ÉCOSYSTÈMES FRAGILES	11
III. CENTRE INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT DES ENGRAIS: PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LA BAISSSE DE FERTILITÉ DES SOLS EN VUE DE L’INTENSIFICATION DE L’AGRICULTURE DES PETITS EXPLOITANTS EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE	18

SIGLES ET ACRONYMES

CAI/DLO	Centre agricole international de la Fondation DLO
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
ICIPE	Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes
IFDC	Centre international de développement des engrais
ISO	Organisation internationale de normalisation
NARS	Système national de recherche agricole
S&E	Suivi et évaluation

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT DES PROPOSITIONS DE DONS
AU TITRE DU GUICHET MONDIAL/RÉGIONAL POUR
LA RECHERCHE ET LA FORMATION AGRICOLES DESTINÉS À
DES CENTRES INTERNATIONAUX NE BÉNÉFICIAINT PAS DU SOUTIEN DU GCRAI**

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant trois propositions de dons en faveur de la recherche et de la formation agricoles d'un montant de 3,9 millions de USD destinés à des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI).

PREMIÈRE PARTIE – INTRODUCTION

1. Dans le présent rapport, il est recommandé que le FIDA apporte un appui aux programmes de recherche et de formation des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI ci-après: le Centre agricole international de la Fondation DLO (CAI/DLO), le Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes (ICIPE), le Centre international de développement des engrais (IFDC):
2. Les documents relatifs aux propositions de dons soumises au Conseil d'administration pour approbation figurent aux annexes du présent rapport:
 - i) Fondation DLO: Programme régional visant à appuyer une "gestion orientée vers l'impact" en Afrique orientale et australe
 - ii) Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes: Programme de valorisation, par la méthode de la chaîne de valeur, des produits de la sériculture et de l'apiculture pour les pauvres vivant au sein d'écosystèmes fragiles
 - iii) Centre international de développement des engrais: Programme de lutte contre la baisse de fertilité des sols en vue de l'intensification de l'agriculture des petits exploitants en Afrique subsaharienne
3. Les objectifs et la teneur des programmes de recherche appliquée considérés sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'aux principes et critères régissant son programme de dons.
4. Les objectifs stratégiques primordiaux qui guident la politique du FIDA en matière de financement par des dons, tels qu'approuvés par le Conseil d'administration en décembre 2003, consistent à:
 - a) promouvoir la recherche sur les méthodes novatrices et les choix technologiques novateurs axés sur les pauvres en vue d'augmenter l'impact sur le terrain;
 - b) renforcer les capacités des institutions partenaires en faveur des pauvres, y compris les organisations communautaires et les ONG.
5. Découlant de ces deux principes, les objectifs spécifiques de l'appui du FIDA sous forme d'un don concernent: a) les stratégies adoptées par les groupes cibles du FIDA pour assurer leur sécurité

alimentaire, spécialement dans les zones agroécologiques reculées et marginalisées; b) les technologies qui reposent sur les savoirs traditionnels, prennent en compte la problématique hommes-femmes et visent à renforcer et diversifier le potentiel productif des systèmes agricoles pauvres en ressources en améliorant la productivité et en s'attaquant aux entraves à la production; c) l'accès aux ressources productives (terre et eau, services financiers et main-d'œuvre et technologie, y compris les techniques autochtones) et la gestion productive et durable de ces ressources; d) des politiques propres à inciter les ruraux pauvres à accroître leur productivité et à réduire ainsi leur dépendance à l'égard des transferts; et e) un cadre institutionnel au sein duquel les institutions formelles et informelles, publiques et privées, locales et nationales fournissent des services aux populations économiquement vulnérables, en fonction de leurs atouts. Dans ce cadre, le FIDA a également l'intention d'élaborer des approches de la réduction de la pauvreté rurale fondées sur les produits de base. Enfin, l'établissement d'un réseau consolidé destiné à accueillir et diffuser les savoirs aidera le Fonds à forger des liens stratégiques à long terme avec ses partenaires de développement et à multiplier les effets de ses programmes de recherche et de formation agricoles.

6. Les dons proposés dans le présent document s'articulent sur les objectifs stratégiques énoncés. Le Programme régional visant à appuyer une "gestion orientée vers l'impact" en Afrique orientale et australe répond aux deux objectifs stratégiques de la politique de dons. Il vise à renforcer l'aptitude des institutions favorables aux pauvres à planifier, mettre en œuvre et suivre les interventions de développement de façon à en accroître l'impact, et à faire en sorte que les ruraux pauvres puissent analyser leur propre situation et participer à la prise de décisions. Il appuiera des initiatives ayant pour objet de tester des stratégies innovantes qui faciliteront effectivement la mise en pratique d'une gestion orientée vers l'impact (y compris, par exemple, un suivi et évaluation (S&E) participatif), les efforts visant à renforcer les liens existant entre la politique, le cadre et les processus institutionnels, et les interventions favorables aux pauvres, ainsi que l'amélioration de la production et de la gestion des connaissances et la mise en réseau des données d'expérience et des enseignements tirés.

7. Le Programme de valorisation, par la méthode de la chaîne de valeur, des produits de la sériculture et de l'apiculture pour les pauvres vivant au sein d'écosystèmes fragiles répond à l'objectif stratégique a) car l'un de ses objectifs consiste à améliorer la productivité en appliquant la recherche biologique à l'apiculture et à la sériculture, et à l'objectif stratégique b) car il diffuse des méthodes améliorées, des informations sur les insectes et des pratiques de préservation tout en établissant des filières commerciales. Il contribue aussi directement à la réalisation des objectifs b), c) et e) que vise l'appui apporté par le FIDA sous forme de dons.

8. Le Programme de lutte contre la baisse de fertilité des sols en vue de l'intensification de l'agriculture des petits exploitants en Afrique subsaharienne, que doit mettre en œuvre l'IFDC, contribue directement à la réalisation de l'objectif stratégique global a) et de deux buts spécifiques de l'appui sous forme de dons apporté par le FIDA, à savoir les buts b) et e) en proposant aux paysans et autres parties prenantes des solutions techniques et des mécanismes institutionnels et organisationnels suffisamment souples pour pouvoir s'adapter à leur situation. Ce programme renforcera les moyens des paysans et des prestataires de services de recherche et vulgarisation de façon à faciliter ce processus par l'apprentissage participatif et des activités de recherche et de vulgarisation et à mieux faire comprendre les principaux aspects de la dégradation des sols et de l'intensification de l'agriculture. Enfin, il contribuera, par des recherches effectuées dans le cadre d'essais à long terme, à améliorer les solutions existantes de gestion de la fertilité des sols et à développer/améliorer les outils d'aide à la décision en matière de gestion des sols.

DEUXIÈME PARTIE – RECOMMANDATION

9. Je recommande que le Conseil d'administration approuve les dons proposés en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: Que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme régional visant à appuyer une “gestion orientée vers l'impact” en Afrique orientale et australe, accordera un don ne dépassant pas un million cent mille dollars des États-Unis (1 100 000 USD) à la Fondation DLO (CAI/DLO) selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

DÉCIDE EN OUTRE: Que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme de valorisation, par la méthode de la chaîne de valeur, des produits de la sériculture et de l'apiculture pour les pauvres vivant au sein d'écosystèmes fragiles, fera un don ne dépassant pas un million quatre cent mille dollars des États-Unis (1 400 000 USD) sur quatre ans au Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes (ICIPE) selon les modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

DÉCIDE EN OUTRE: Que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme de lutte contre la baisse de fertilité des sols en vue de l'intensification de l'agriculture des petits exploitants en Afrique subsaharienne, fera un don ne dépassant pas un million quatre cent mille dollars des États-Unis (1 400 000 USD) sur trois ans au Centre international de développement des engrais (IFDC). Ce don sera régi par les modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Lennart Båge
Président

FONDATION DLO: PROGRAMME RÉGIONAL VISANT À APPUYER UNE “GESTION ORIENTÉE VERS L’IMPACT” EN AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE

I. GÉNÉRALITÉS

1. Les partenaires du développement s’emploient, surtout depuis quelques années, à maximiser l’impact potentiel des interventions de réduction de la pauvreté. Cet accent de plus en plus marqué sur les résultats et sur l’impact se manifeste également dans plusieurs textes, notamment dans la Déclaration de Paris sur l’efficacité de l’aide au développement dans l’optique des objectifs du Millénaire pour le développement.
2. Cette préoccupation s’accompagne d’une prise de conscience de la nécessité vitale de faire participer au développement les hommes et femmes ruraux pauvres en les associant directement et efficacement à l’élaboration, à l’exécution, au suivi et à l’évaluation (S&E) de programmes correspondants. Il se produit également un important changement de la nature et des modalités de l’aide au développement. Les projets et programmes sont de plus en plus intégrés aux cadres et stratégies d’action des gouvernements, les projets autonomes faisant place, dans le cadre d’une structure globale, à une démarche plus intégrée et programmée davantage axée sur l’action multipartite concertée et harmonisée (stratégies sectorielles, par exemple). Dans de nombreux pays, l’ordre du jour est à la décentralisation. Partout, les partenaires d’interventions de développement sont confrontés à des facteurs économiques, sociaux, politiques, administratifs et environnementaux qui évoluent rapidement et sont souvent imprévisibles. Il s’opère également une prise de conscience du fait qu’il faudrait faire bien plus pour améliorer la gestion des savoirs et l’innovation en tirant de l’expérience des enseignements que se partageraient les praticiens, les décideurs et les partenaires du développement.
3. Les considérations ci-dessus ont toutes d’importantes incidences sur les capacités de pilotage, de gestion et de S&E des programmes appuyés par le FIDA, des ministères concernés, des partenaires d’exécution et des prestataires de services. Pour améliorer la performance et l’impact des interventions de développement, il faut accroître l’aptitude des diverses parties à pratiquer une “gestion orientée vers l’impact”.

II. JUSTIFICATION, PERTINENCE POUR LE FIDA

4. La volonté d’améliorer l’impact des programmes appuyés par le FIDA a conduit, notamment, à produire un “Guide pratique de suivi-évaluation des projets de développement rural: pour une gestion orientée vers l’impact” et à introduire le Système de gestion des résultats et de l’impact. Gérer pour produire des résultats, gérer les savoirs et renforcer le pilotage des projets destinés à accroître l’efficacité des actions de développement: tels sont trois des éléments clés de la suite donnée par la direction du FIDA aux recommandations de l’Évaluation externe indépendante réalisée récemment.
5. Les examens et évaluations passés de la performance des projets exécutés en Afrique orientale et australe ont montré que souvent, les plans et/ou stratégies de S&E ne sont pas suffisamment complets pour guider efficacement cette activité. L’un des problèmes récurrents est qu’une grande partie des informations recueillies n’est pas correctement analysée et, par conséquent, pas efficacement utilisée pour la prise de décisions et d’autres fonctions de gestion. Alors que le S&E est principalement utilisé à des fins de reddition externe de comptes et de gestion opérationnelle, de nombreux projets tentent d’utiliser cette activité pour: a) appuyer la gestion stratégique; b) produire de nouvelles connaissances et appuyer l’innovation; et c) permettre aux bénéficiaires et autres parties de suivre et de gérer les actions de développement et leurs résultats. Enfin, il reste très difficile de mesurer les résultats et l’impact pour évaluer la mesure dans laquelle les objectifs et finalités des interventions ont été atteints.

6. Manquent aussi, généralement, des prestataires de services compétents et qualifiés capables d'aider des projets de développement rural à concevoir et à mettre en œuvre des systèmes appropriés de S&E qui soient participatifs et orientés vers l'impact, et d'aider diverses parties à acquérir les capacités de gestion, de pilotage et de S&E leur permettant de gérer pour produire un impact et de répondre de façon innovante à des situations changeantes. Compte tenu de l'évolution du concept et de la philosophie du S&E, les partenaires d'exécution ou prestataires de services ne sont pas tous capables d'appliquer effectivement les principes et méthodes dans un contexte vaste et relativement nouveau de "gestion orientée vers l'impact". En outre, dans l'architecture en évolution de l'aide au développement, les interventions de développement rural s'exécutent de plus en plus dans le cadre politique et institutionnel global de vastes partenariats (associant notamment des organisations de la société civile et le secteur privé). C'est pourquoi il est de plus en plus nécessaire de promouvoir des cadres politiques et institutionnels propices à une réflexion critique et à une gestion fondée sur les résultats et de favoriser, de la part des participants à des projets de développement rural, l'adoption d'une "gestion orientée vers l'impact".

7. Le programme proposé présente, pour le FIDA, une pertinence élevée en ceci qu'il renforcera l'aptitude des parties régionales, nationales et locales à gérer les interventions de développement en les orientant davantage vers l'impact de façon à permettre aux ruraux pauvres d'échapper à la pauvreté. Il appuiera des stratégies innovantes facilitant la mise en pratique d'une "gestion orientée vers l'impact" (par exemple un S&E participatif favorisant l'autonomisation des ruraux pauvres) qui produira des connaissances et des enseignements et permettra de mettre à profit les capacités de prestataires de services et de partenaires qualifiés. La gestion des savoirs et la mise en réseau de projets appuyés par le FIDA, d'administrations et d'autres partenaires du développement dans les pays seront d'importants aspects de ce programme régional.

III. LE PROGRAMME PROPOSÉ

8. Le présent programme triennal a pour objectif global de contribuer à accroître l'impact d'interventions visant à réduire la pauvreté rurale en Afrique orientale et australe. Il doit permettre aux parties prenantes de gérer plus efficacement les interventions de développement rural de façon à en accroître l'impact.

9. Le programme comprend les trois volets suivants, qui sont étroitement liés:

- a) **Renforcement des capacités des prestataires de services et des institutions favorables aux pauvres.** Ce volet vise à améliorer l'aptitude des prestataires de services (animateurs et formateurs) régionaux et nationaux à appuyer des institutions favorables aux pauvres qui, à leur tour, seront mieux à même d'améliorer la gestion d'interventions de développement pour en accroître l'impact et d'autonomiser les pauvres par des systèmes de S&E participatifs. Cette activité prendra la forme de stages et d'ateliers, de services de mentorat et d'encadrement, et d'une aide à la mise en œuvre de stratégies innovantes avec des prestataires de services qualifiés.
- b) **Gestion des savoirs et mise en réseau au niveau régional.** Ce volet vise à faciliter l'offre d'informations, de savoirs et d'innovations et l'accès à ces derniers par la documentation, la mise en réseau régionale de professionnels et de praticiens, et la création d'un centre d'information et d'apprentissage. L'établissement de liens avec des réseaux et bases d'information existants (associations régionales et nationales d'évaluation) sera encouragé.
- c) **Promotion de politiques et de processus bénéfiques.** Ce volet vise à mieux faire comprendre les processus, politiques et systèmes (harmonisation de l'aide, par exemple) qui influencent les interventions favorables aux pauvres qui s'efforcent de pratiquer une gestion orientée vers l'impact, et à resserrer les liens entre l'architecture globale de développement et

ANNEXE I

l'action menée pour autonomiser les pauvres et favoriser leur participation. Les études et recherches qui seront réalisées dans le cadre de ce volet seront, dans toute la mesure possible, reliées à l'expérience acquise dans le cadre d'autres volets et projets appuyés par le FIDA; les résultats seront partagés et utilisés à des fins de concertation.

IV. RÉSULTATS/AVANTAGES ESCOMPTÉS

10. L'impact et les avantages escomptés du programme seront les suivants:

- meilleure aptitude des prestataires de services régionaux et nationaux à aider efficacement les interventions en faveur des pauvres à appliquer une gestion orientée vers l'impact;
- meilleure aptitude des institutions favorables aux pauvres à orienter la gestion des processus de développement vers l'impact et à contribuer ainsi à améliorer l'existence des ruraux pauvres;
- meilleure compréhension et, partant, soutien accru aux principaux décideurs leur permettant de pratiquer une gestion fondée sur les résultats et un développement participatif;
- contribution à ce que les bénéficiaires d'interventions en faveur des pauvres puissent utilement participer à la conception, à la gestion et au S&E de projets de développement.

V. DISPOSITIF D'EXÉCUTION

11. L'exécution du programme sera coordonnée par le CAI/DLO, qui relève du Centre de recherche de l'Université de Wageningen (Pays-Bas). Le CAI possède une grande expérience du renforcement de capacités pour le développement durable dans les secteurs du développement agricole et rural et de la gestion des ressources naturelles et il se spécialise, en particulier, dans le S&E participatif. Il propose également, depuis longtemps, un programme de formation dans ce domaine ainsi qu'une assistance technique à l'élaboration et à la mise en œuvre de systèmes de S&E. Un de ses fonctionnaires sera nommé facilitateur du programme et chargé, à ce titre, de coordonner la mise en œuvre des activités approuvées, de mobiliser d'autres experts et services administratifs de l'organisation et de collaborer avec eux pour assurer le bon déroulement du programme.

12. Le CAI/DLO conclura des accords de partenariat avec deux autres institutions régionales/sous-régionales (l'une en Afrique orientale, l'autre en Afrique australe), qui joueront un rôle important dans la mise en œuvre et la coordination des activités du programme. Un coordinateur sous-régional du programme sera nommé dans chaque institution régionale/sous-régionale. L'une des institutions devra posséder les compétences requises pour appuyer les pays et parties francophones, soit avec son propre personnel, soit en liaison avec une institution francophone. Pendant les six premiers mois d'exécution du programme, il sera mis en œuvre un processus complet de sélection afin de recenser des institutions régionales/sous-régionales appropriées. Ce processus s'effectuera sur la base de critères de compétence prédéfinis: mandat pertinent et expérience en matière de renforcement des capacités et d'assistance technique, en particulier pour ce qui est de la planification, du S&E participatifs dans le contexte du développement rural; compétences en matière de facilitation; réseaux et expériences de travail avec d'autres organisations compétentes aux niveaux régional et sous-régional. Le CAI/DLO conclura, avec chacune des deux institutions sous-régionales, un accord de coopération/partenariat ou un mémorandum d'accord stipulant les modalités de coopération et les rôles et responsabilités des institutions.

13. Le contrôle et l'orientation du programme seront assurés par un Comité directeur regroupant des représentants du CAI/DLO, des institutions régionales/sous-régionales, du FIDA et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets. Le Comité se réunira une fois par an pour

ANNEXE I

examiner l'avancement du programme, approuver les plans de travail et les budgets, et fournir des conseils sur la mise en œuvre et la gestion du programme. En outre, des réunions multipartites d'examen et de réflexion critique se tiendront deux fois par an, associant les prestataires de services nationaux/locaux participant au programme, certains représentants du FIDA sur le terrain, des représentants de l'administration et les membres du Comité directeur. Ces réunions feront le point de l'avancement et des résultats du programme, examineront les questions et problèmes clés et partageront des enseignements.

14. Le programme sera supervisé par la Division Afrique orientale et australe (Afrique II) du FIDA, qui maintiendra un lien avec le facilitateur du CAI/DLO, examinera divers rapports techniques et financiers, fournira des contributions, donnera – au besoin – son aval et évaluera la performance de l'organisme d'exécution et des institutions partenaires.

VI. COÛTS ET FINANCEMENT INDICATIFS DU PROGRAMME

15. Le budget total du programme est estimé, sur trois ans, à 1,4 million de USD, dont 1,1 million de USD fourni par le FIDA selon les modalités suivantes:

Budget dons du FIDA (USD)

Catégorie	Total
Dépenses de personnel: facilitateur et coordinateurs sous-régionaux	178 000
Frais de fonctionnement: CAI/institutions sous-régionales	144 000
Ateliers, formation et renforcement des capacités	598 000
Recherche et services de conseil	180 000
Total	1 100 000

16. Le reste du budget devrait être financé par le CAI/DLO en nature (dépenses de personnel et de fonctionnement pour la coordination et la gestion, estimées à 92 000 USD); les institutions partenaires sous-régionales (dépenses de personnel et de fonctionnement, 35 000 USD); les prestataires de services nationaux et locaux et les projets appuyés par le FIDA en espèces et en nature (dépenses estimées à environ 47 000 USD et 169 000 USD, respectivement, et afférentes, pour l'essentiel, à la participation aux activités de formation).

Narrative Summary	Key Indicators and Targets	Means of Verification	Assumptions and Risks
Goal To contribute to increasing the impact of interventions aimed at rural poverty reduction	(Long-term indicator beyond three-year programme period) <ul style="list-style-type: none"> Poverty indicators such as household assets and child malnutrition (depending on different contexts) 	<ul style="list-style-type: none"> Review/evaluation reports, participatory impact monitoring/assessment of relevant interventions/projects Perception of the stakeholders involved in the relevant interventions 	<ul style="list-style-type: none"> Intended impacts of target group interventions are not hindered by government policies, national economies, internal financial difficulties, or unexpected natural disasters
Purpose Key stakeholders in eastern and southern Africa more effectively manage pro-poor programmes to achieve impact	<ul style="list-style-type: none"> Area of change in terms of managing for impact in participating development programmes: <ul style="list-style-type: none"> Programme strategies adapted in collaboration with stakeholders and geared towards impact Programme operations managed more effectively M&E system set up and managed in collaboration with stakeholders, with a focus on accountability, strategic review, operational management, the creation of new knowledge, and empowerment Learning environments created or improved 	<ul style="list-style-type: none"> Performance assessments of key stakeholders involved in the programme Supervision reports for participating IFAD-supported programmes Programme evaluation 	<ul style="list-style-type: none"> The policy and institutional framework is supportive of the application of the lessons learned in the managing-for-impact approach
Component Purposes	Indicators	Means of Verification	Assumptions and Risks
Component 1 Enhanced service delivery and the application of the managing-for-impact approach by regional/national service providers and key stakeholders in pro-poor development projects	<ul style="list-style-type: none"> Partnering subregional institutions provide effective training and backstopping services to local service providers and rural development interventions At least 80% of the trained service providers and M&E officers are effectively undertaking training and are facilitating the managing-for-impact approach The number of “clients” who receive support and indicate satisfaction with the quality of the services delivered by the trained subregional institutions or national service providers (by type of service provider) Number/quantity, types and quality of the services delivered per service provider trained through the programme 	<ul style="list-style-type: none"> Follow-up reviews are conducted as part of ongoing training assessments Feedback reports by the recipients of services. Observations during mentoring/coaching processes Activity/annual report by service providers 	<ul style="list-style-type: none"> Trained service providers and M&E officers continue to be available to participate in programme activities (i.e., they are not, for example, transferred to non-participating organizations/countries)
Component 2 Increased availability of and access to innovations and new and existing knowledge for managing for impact in eastern and southern Africa	<ul style="list-style-type: none"> The number of trainers/facilitators contributing to the network (sharing of resources, lessons learned, etc.) The types and quality of the information generated, documented and shared through electronic resources in libraries, workshops and exchange visits The levels of access (number of hits) among electronic resources in libraries and the consultancy database Key stakeholders perceptions on usefulness, the access to and availability of the information generated 	<ul style="list-style-type: none"> Information and knowledge assessment (start-up and end of programme) Satisfaction assessments, e.g., through annual questionnaires/surveys about the targeted audience perceptions of the information generated 	<ul style="list-style-type: none"> The targeted audiences have the necessary resources and capacity to access electronic resources in libraries (e.g., affordable internet access)

Component Purposes	Indicators	Means of Verification	Assumptions and Risks
Component 3 Advocacy aimed at making national and international policies, processes and systems more supportive of the efforts of pro-poor interventions to manage for impact	<ul style="list-style-type: none"> The number and type of interactions between pro-poor interventions/institutions and policy-/decision-makers in discussing issues related to managing for impact The number and type of linkages/harmonization of project-level M&E systems with national/government systems and processes The number and type of development partners that have collaborated in policy research and advocacy 	<ul style="list-style-type: none"> Awareness surveys (baseline and end of programme) Performance assessments (baseline, end of programme) of participating programmes Case studies Programme progress reports 	<ul style="list-style-type: none"> Policy and legislative environment (policy framework, etc.) is supportive of and open to the managing-for-impact approach
Outputs	Key Indicators and Targets	Means of Verification	Assumptions and Risks
Output 1.1: Enhanced capacity among regional/national service providers	<ul style="list-style-type: none"> The number and type of service providers trained in the managing-for-impact approach [target: at least 30 in each subregion] The number and type of training sessions conducted for subregional institutions and national service providers At least 80% of trained service providers have obtained improved knowledge and skills in the managing-for-impact approach as a result of programme activities 	<ul style="list-style-type: none"> Training assessments (which should include pre- and post-tests to enable assessments of changes in the levels of knowledge, attitudes and skills) 	
Output 1.2: Enhanced capacity among implementers of pro-poor interventions	<ul style="list-style-type: none"> The number and type of individual implementers of pro-poor interventions trained in the managing-for-impact approach [target: at least 60] At least 70% of participating pro-poor interventions have obtained increased awareness, skills and knowledge in the managing-for-impact approach as a result of programme activities The number and type of innovation initiatives undertaken in relation to pro-poor interventions, together with trained service providers [target: at least two in each subregion] The type of support provided to implementers in initiating and carrying out innovation initiatives 	<ul style="list-style-type: none"> Training assessments (which should include pre- and post-tests to enable assessments of the changes in the levels of skills and knowledge) Workshop reports Case studies of the innovation initiatives undertaken (including beneficiary assessments) 	
Output 2.1: Enhanced regional networking among professionals and practitioners	<ul style="list-style-type: none"> The number and type of exchange visits carried out and the organizers of the visits [target: at least two regional and two national exchange visits conducted in each subregion, resulting in increased skills and knowledge among participants] Effective linkages have been established with at least two existing national or regional networks A network of M&E service providers has been established by the end of Year 1 The level of satisfaction (usefulness, quality) expressed by recipients with the networks 	<ul style="list-style-type: none"> Programme progress reports Satisfaction assessments, e.g., feedback from participants in exchange visits The participatory (bi-)annual review and critical reflection 	<ul style="list-style-type: none"> Collaborating networks maintain the levels of standards and quality required for effective collaboration with the programme

Outputs	Key Indicators and Targets	Means of Verification	Assumptions and Risks
Output 2.2: Documenting and sharing innovations, knowledge, tools and methodologies on managing for impact	<ul style="list-style-type: none"> The number, type and quality of case studies/lessons/best practices/tools documented and disseminated [target: at least three case studies/lessons/best practices/tools] The number and type of users who indicate that they utilize the case studies/lessons/best practices/tools documented and disseminated through the programme [target: at least 65% of the targeted audience] 	<ul style="list-style-type: none"> Progress reports Information and knowledge assessment (mid-term and end of programme) 	<ul style="list-style-type: none"> Targeted audiences have the necessary resources and capacity to access electronic resources in libraries (e.g., affordable internet access)
Output 3.1: Implications of national policies, systems and processes for the effective use of the managing-for-impact approach are more well understood in pro-poor interventions participating in the programme	<ul style="list-style-type: none"> The number, type, quality and usefulness of guidelines for the integration/alignment of project-based M&E systems and national/government processes that are produced and disseminated [target: at least two] The number and type of people/institutions that have received information disseminated through the programme and indicated that these have been useful and relevant 	<ul style="list-style-type: none"> Progress reports Feedback reports on policy/systems assessments gathered through information and knowledge assessment (mid-term and end of programme) 	<ul style="list-style-type: none"> Recipients of policy/systems assessment reports invest the time to read and internalize the implications of the findings
Output 3.2: Policy- and decision-makers are more aware of the importance of the managing-for-impact approach	<ul style="list-style-type: none"> The number, type and usefulness of the policy briefs/materials produced The number and type of policy- and decision-makers who have received information produced through the programme and indicate that these are useful and relevant The number and type of policy fora/platforms facilitated through the programme 	<ul style="list-style-type: none"> Awareness surveys Progress reports 	<ul style="list-style-type: none"> Policy- and decision-makers willing to engage in dialogue on the managing-for-impact approach Like-minded partners in the region have the capacity and willingness to engage in advocacy activities

**CENTRE INTERNATIONAL SUR LA PHYSIOLOGIE ET L'ÉCOLOGIE DES INSECTES:
PROGRAMME DE VALORISATION, PAR LA MÉTHODE DE LA CHAÎNE DE VALEUR, DES
PRODUITS DE LA SÉRICULTURE ET DE L'APICULTURE POUR LES PAUVRES VIVANT AU SEIN
D'ÉCOSYSTÈMES FRAGILES**

I. GÉNÉRALITÉS

1. Depuis quelque temps, les praticiens du développement cherchent à mettre en place, dans les zones fragiles et isolées, de nouvelles sources de revenus viables provenant de produits qui font l'objet d'une demande et présentent, simultanément, un avantage comparatif. Depuis neuf ans, le FIDA collabore étroitement avec l'ICIPE pour mettre au point un programme intégré allant de la production à la commercialisation, qui utiliserait des techniques standard pour résoudre ce problème en Afrique.
2. La première phase de ce programme, lancée en 1996 au titre du don 458, a permis de recenser les problèmes socioéconomiques que pose la mise en œuvre de ces techniques et les a résolus par des recherches d'adaptation de la sériculture et de l'apiculture. Ces techniques à faible coût ont depuis été validées sur le terrain au Kenya et en Ouganda dans le cadre du don 491. Les recherches menées au titre de ces deux dons ont couvert tous les aspects allant de l'élaboration de techniques à la commercialisation et ont obtenu des résultats prometteurs. Ces neuf dernières années, quelque 10 000 agriculteurs/apiculteurs, 300 agents de vulgarisation, six doctorants et quatre étudiants en maîtrise en ont bénéficié. Quatre centres de commercialisation ont été créés. Ces centres collaborent avec des négociants pour aborder les marchés locaux et s'efforcent aussi, actuellement, de pénétrer les marchés étrangers.
3. La participation continue de l'ICIPE à ces activités et à la promotion d'une exploitation durable des ressources naturelles a amélioré, dans le droit fil des stratégies de réduction de la pauvreté rurale appliquées par le FIDA, la sécurité alimentaire et l'existence des bénéficiaires. Le *Rapport d'évaluation* (publié en mai 2003 pour le don 491) a notamment recommandé: a) d'étendre le programme à d'autres communautés pauvres de l'Afrique de l'Est, de l'Ouest et du Nord; et b) de mettre au point les sites initiaux d'application des techniques de sériculture et d'apiculture ayant été testées au cours de la phase précédente, des chaînes de valeur en pilotant et testant l'accès aux marchés et son impact sur les revenus ruraux.

II. JUSTIFICATION, PERTINENCE POUR LE FIDA

4. Dans le contexte de l'accent croissant placé sur les réformes de marché, les praticiens du développement cherchent à mettre au point de nouvelles sources de revenus viables. C'est pourquoi de nombreux projets mis en œuvre dans des zones marginales et isolées cherchent maintenant à recenser des produits paysans faisant l'objet d'une large demande tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation. Les produits agricoles généraux (céréales, bétail, etc.) bénéficient d'une forte demande, mais il est difficile d'en intensifier la production du fait: a) de la faiblesse des ressources naturelles; et b) de la médiocrité des techniques de production. Avec l'augmentation du coût des intrants et la faiblesse du prix de vente des produits, le rendement est inférieur à celui qu'obtiennent les producteurs situés dans des régions mieux dotées ou plus proches des marchés.
5. Ces environnements fragiles sont soumis à des pressions croissantes, les pauvres les surexploitant pour répondre à leurs propres besoins immédiats. La production décroît avec la fertilité des sols, et il devient urgent de mettre au point des techniques et, parallèlement, des méthodes de commercialisation qui fourniront aux pauvres vivant dans ces régions des sources nouvelles et viables de revenus. Le programme proposé répond à cette exigence et à un important objectif stratégique du FIDA, qui consiste à faciliter l'accès des pauvres aux marchés en concevant des "stratégies intégrant

ANNEXE II

production, transformation et commercialisation” de cultures non traditionnelles pour accroître les revenus ruraux et contribuer à réduire la pauvreté tout en préservant les ressources naturelles et l’environnement mondial.

6. Les avantages, pour l’environnement, tiennent aux points suivants: a) déforestation réduite, ce qui permet de dégager de nouveaux revenus par la séquestration de carbone; b) réduction du réchauffement planétaire; et c) préservation de sols fragiles, car il est moins nécessaire de surexploiter la terre pour assurer la subsistance.

7. En raison de ces avantages, le secteur privé et les organisations internationales et non gouvernementales sont de plus en plus tentés d’étendre le programme à de nouvelles régions d’Afrique de l’Est, de l’Ouest et du Nord. Pour ce faire, cependant, il faut pousser plus avant les recherches afin de consolider les gains réalisés. Il faut notamment: a) étudier le marché pour s’assurer que les produits répondent, en quantité et qualité, aux besoins des consommateurs; b) continuer à améliorer et à adapter les techniques pour offrir aux producteurs un avantage concurrentiel grâce à des gains de productivité; et c) valider les techniques dans diverses zones agroécologiques afin qu’elles profitent à un plus grand nombre de pauvres.

8. L’appui apporté par le FIDA à ce stade critique scellera un partenariat unique tirant profit des synergies des organisations internationales et non gouvernementales, du secteur privé et des organismes de recherche pour accroître les revenus des pauvres tout en préservant l’environnement.

III. LE PROGRAMME PROPOSÉ

9. Le programme bénéficiera principalement aux ruraux pauvres qui vivent dans des zones isolées et agroécologiquement fragiles d’Afrique de l’Est et de l’Ouest, du Proche-Orient et d’Afrique du Nord. Il sera explicitement lié à des projets de prêt que le FIDA met actuellement en œuvre au Kenya, en Ouganda, au Soudan, en Tanzanie et au Yémen. Pourront également en bénéficier des pays tels que le Burkina Faso, le Cameroun, l’Égypte, le Nigéria, le Rwanda et le Sénégal.

10. Le but est de mettre au point des chaînes de valeur utilisables dans divers systèmes agroécologiques fragiles pour accroître le revenu des pauvres, en particulier des femmes, des paysans sans terre et des agriculteurs marginaux de régions isolées d’Afrique de l’Est, de l’Ouest et du Nord.

11. Le programme vise à accroître:

- a) la valeur ajoutée et la commercialisation des produits séricoles et apicoles et à faciliter l’accès de la production des pauvres aux marchés;
- b) la productivité par la recherche biologique appliquée pour la sériculture et l’apiculture; et
- c) les moyens techniques et organisationnels des apiculteurs et des sériculteurs en adaptant et en diffusant les techniques et les meilleures pratiques.

IV. RÉSULTATS ET AVANTAGES ESCOMPTÉS

12. Pour atteindre les buts et objectifs du programme, il sera mis en œuvre les principales activités ci-après.

13. Aux fins de l’objectif a), l’ICIPE réalisera une **étude de marché** pour déterminer le potentiel commercial des produits apicoles et séricoles. Cette étude analysera les marchés et acteurs potentiels de la chaîne de valeur, évaluant les marges à chaque stade et formulant une stratégie maximisant le rendement des producteurs. On étudiera notamment la possibilité de créer, pour les produits mis au point, une marque commune (de préférence certifiée “commerce équitable”) et d’obtenir, pour les

ANNEXE II

entreprises apicoles des régions visées, un label de qualité (certifié par l'Organisation internationale de normalisation (ISO)) et une certification biologique. Pour réaliser une étude complète, l'ICIPE recensera également: a) les besoins des clients et les normes commerciales en vigueur; b) les besoins des parties prenantes en matière de formation; et c) les entreprises privées désireuses de collaborer – y compris par des formations – avec des groupes locaux dans le domaine commercial.

14. Aux fins de l'objectif b), l'ICIPE mènera, à différents niveaux, des **recherches** moléculaires, hormonales et semi-chimiques d'adaptation afin d'accroître la productivité de la sériculture et de l'apiculture. Il mettra également en œuvre d'autres activités connexes: élaboration de marqueurs d'ADN microsatellite devant permettre de caractériser les différentes races d'abeille domestique et de ver à soie sélectionnées pour obtenir des phénotypes adaptés à divers écosystèmes; étude des mécanismes endocriniens/hormonaux d'enclenchement/déclenchement du système de production de gelée royale chez les races potentielles d'abeille domestique et étude de manipulations permettant de maximiser la production de gelée pour accroître la valeur des ruches; sélection de répulsifs et attractifs potentiels des parasitoïdes des larves de ver à soie sauvages; et mise au point de techniques d'"attraction-répulsion" permettant de contrôler les insectes sur le terrain afin de réduire les pertes de cocons.

15. Aux fins de l'objectif c), l'ICIPE élaborera un **manuel** devant aider les auteurs de projets à élaborer, dans les domaines de la sériculture et de l'apiculture, des programmes intégrés de génération de revenus utilisant la méthode de la chaîne de valeur. Il fournira un appui technique continu et appuiera les activités de formation et de renforcement des capacités proposées aux apiculteurs, sériculteurs et entrepreneurs ruraux qui participent aux projets du FIDA et à ceux financés par d'autres partenaires tels que le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Dans ce cadre, l'ICIPE complètera tous les projets: a) en effectuant des recherches et des essais de terrain et en produisant des espèces adaptées aux conditions agroclimatiques; b) en préparant et mettant en œuvre des ateliers de renforcement des capacités et des stages de formation devant aider les pauvres à entreprendre ces activités de génération de revenus; c) en diffusant des méthodes améliorées, des informations sur les insectes et des pratiques de préservation; et d) en établissant les filières commerciales recensées par l'étude.

16. Au besoin, des employés de l'ICIPE se rendront dans les pays d'Afrique de l'Est et de l'Ouest, du Proche-Orient et d'Afrique du Nord visés par le programme pour y organiser les ateliers nécessaires à la réalisation des objectifs.

17. Le programme devrait accroître les moyens techniques et organisationnels de 6 000 apiculteurs et de 3 000 sériculteurs grâce aux techniques mises en œuvre. Contribueront à ce résultat:

- a) la détermination du potentiel commercial des produits apicoles et séricoles;
- b) l'élaboration d'une stratégie maximisant le rendement des producteurs apicoles et séricoles par un label de qualité et une certification biologique des entreprises;
- c) l'amélioration de la production et de la productivité de l'apiculture et de la sériculture;
- d) l'élaboration de modèles opérationnels d'apiculture et de sériculture dans différents écosystèmes;
- e) l'établissement d'un manuel qui aidera à élaborer, dans d'autres domaines, des programmes utilisant la méthode de la chaîne de valeur. Ce manuel sera présenté aux chargés de portefeuille de pays du FIDA dans le cadre de la mission qui incombe à l'ICIPE de diffuser les connaissances acquises dans le cadre du programme.

Les produits sont résumés par activité dans le cadre logique de l'annexe II.

V. DISPOSITIF D'EXÉCUTION

18. La force de l'ICIPE réside, comme l'ont démontré les travaux que le Centre a menés à ce jour, dans la mise au point de techniques par la recherche et le renforcement des capacités. S'appuyant sur son expérience et sur ses compétences de base, l'ICIPE mettra en œuvre le programme en étroite collaboration avec les administrateurs du FIDA, auxquels il rendra compte. Le don sera mis en œuvre sur quatre ans. Le programme sera administré et coordonné par un employé de l'ICIPE (conseiller scientifique principal), qui élaborera, avec les partenaires du système national de recherche agricole (NARS) et d'autres donateurs, les plans de travail et budgets annuels et les rapports techniques et financiers. Au besoin, les partenaires du NARS recevront une formation à la mise en œuvre du programme.

19. L'ICIPE mettra sur pied, pour superviser le programme, un comité directeur auquel siégeront le coordinateur du programme, les administrateurs/chargés de portefeuille de pays du FIDA et un représentant du NARS et de chacun des partenaires financiers. Les frais afférents aux voyages, à la supervision, à l'administration du don et à la participation d'administrateurs du FIDA ne seront pas financés par le don.

20. Le comité directeur se réunira une fois par an pour examiner l'avancement du programme, les problèmes rencontrés et diverses questions. Il approuvera les plans de travail et budgets annuels ainsi que les rapports d'étape avant qu'ils ne soient transmis au FIDA. Le coordinateur sera chargé de mettre en œuvre le programme convenu avec le comité directeur.

21. La réalisation de l'étude commerciale sera confiée par voie d'appel d'offres à une société de conseil retenue par l'ICIPE une fois le champ de l'étude convenu avec le FIDA.

22. Comme dans le cadre des dons précédents, l'ICIPE exercera la diligence et la prudence voulues et administrera le don conformément aux principes d'une saine gestion financière, en appliquant ses procédures de contrôle interne. Les comptes annuels vérifiés seront dûment certifiés par des commissaires aux comptes indépendants.

23. **S&E:** l'ICIPE élaborera un système de S&E dans les trois mois suivant la signature de l'accord de prêt. Le FIDA sera informé deux fois par an, par des rapports techniques et financiers, de l'avancement du programme. Le Fonds réalisera, à l'issue de la deuxième année, un examen indépendant à mi-parcours, dont les conclusions seront examinées avec l'ICIPE et d'autres membres du comité directeur.

VI. COÛTS ET FINANCEMENT INDICATIFS DU PROGRAMME

24. Le coût total du programme est estimé à 8 millions de USD. Le don du FIDA s'élèvera à 1,4 million de USD et l'ICIPE fournira une contribution en nature de 0,6 million de USD. Les 6 millions de USD restants seront financés parallèlement par les autres partenaires. La contribution de chacun d'eux est résumée dans le tableau ci-après.

ANNEXE II

Coûts du programme (en milliers de USD)

Poste de dépense	FIDA	FADES	KFAED	BIsD	PNUD FEM	Autres	ICIPE	Total
Consultants et personnel	390	150	80	75	200	570	0	1 465
Marchés sous-traités au NARS	50	50	50	50	150	75	0	425
Formation et renforcement des capacités	170	150	110	80	170	970	150	1 800
Commercialisation et étude de marché	238	130	70	75	100	270	340	1 223
Matériel et fournitures	262	295	135	110	162	600	100	1 664
Voyages et ateliers	85	80	35	20	70	150	10	450
S&E, frais administratifs, enseignements tirés	180	120	95	65	125	245	0	830
Examen technique par l'ICIPE	25	25	25	25	23	50	0	173
TOTAL	1 400	1 000	600	500	1 000	2 930	600	8 030

FADES = Fonds arabe pour le développement économique et social.

KFAED = Fonds koweïtien pour le développement économique des pays arabes.

BIsD = Banque islamique de développement

Narrative Summary	Measurable Indicators	Means of Verification	Important Assumptions
Goal Enhance the income of the poor, especially women, the landless and marginal farmers, in remote areas of East, West and North Africa by developing directly applicable value-chain systems for sericulture and apiculture products that can be used in diverse fragile and various agroecological conditions	<ul style="list-style-type: none"> The number of households showing improvement in the household assets ownership index (results and impact management system) (% of which are woman-headed) Forest coverage in participating countries or project areas 	<ul style="list-style-type: none"> Participatory impact monitoring surveys GEF and IFAD project reports National statistical sources 	<ul style="list-style-type: none"> Early benefits from the income-generating activities are a sufficient incentive for communities to improve their behaviour towards ecosystem conservation No significant environmental catastrophe or interference Outputs delivered in a timely manner to maximize impact
Objectives			
1. Improve value added through the marketing of sericulture and apiculture products	<ul style="list-style-type: none"> An increase in the farmgate price per unit of apiculture and sericulture products in the countries covered by the programme 	<ul style="list-style-type: none"> Participatory impact monitoring reports 	<ul style="list-style-type: none"> The demands of the market are compatible with the projected quality and quantity of produce The private sector does not dominate the market and does not capture the new market opportunities
2. Improve productivity through biological research for apiculture and sericulture	<ul style="list-style-type: none"> Improved insect resources demonstrate increased productivity in field trials 	<ul style="list-style-type: none"> Internal progress reports (validated by the IFAD mission) 	<ul style="list-style-type: none"> Field trials correspond to socio-economic realities and the means of the target groups The research results are applicable in diverse agroecological settings There is effective extension and support and sufficient market demand
3. Improve the technical and managerial capabilities of beekeepers and silk farmers by adapting and disseminating technologies and best practices that are pro-poor, environmentally sustainable, gender sensitive and appropriate in diverse agroecological conditions	<ul style="list-style-type: none"> The number of sites with improved insect resources The number of sites with improved technologies The number of members of community associations involved in apiculture and sericulture activities and receiving services (disaggregated by type/gender) 	<ul style="list-style-type: none"> Annual report of community and inter-community associations Progress reports 	<ul style="list-style-type: none"> Effective coordination among field units and cooperating institutions
Outputs			
1.1 Conduct a study that will identify the market potential for apiculture and sericulture products, identify the markets and players in the value chain and the margins at each stage and formulate a strategy that maximizes the returns to producers	<ul style="list-style-type: none"> Report published and distributed and publicly available through the websites/portals of ICIPE and other major organizations Workshop organized to present the report to country programme managers, the project management unit and NARS staff 	<ul style="list-style-type: none"> Internet Progress reports 	<ul style="list-style-type: none"> Strategy accepted and endorsed by practitioners and entrepreneurs No changes/shocks in the international market for silk and apiculture products that would undermine the relevance of the findings or the strategy

Narrative Summary	Measurable Indicators	Means of Verification	Important Assumptions
1.2 Support the creation of a common (possibly fair-trade certified) brand for the apiculture products supported by the projects	<ul style="list-style-type: none"> • Registration of brand • Sales made of the brand 	<ul style="list-style-type: none"> • Registered trademarks • Sales reports 	<ul style="list-style-type: none"> • The coordination of the participating product sites and project units is effective • There is consistency in the quality and taste of the products • Labelling and trade regulations have been considered and the obstacles overcome
1.3 Provide quality (ISO) and organic certification for apiculture and sericulture enterprises in the focal areas	<ul style="list-style-type: none"> • The number of enterprises certified (ISO/organic) • The number of requests processed (ISO/organic) 	<ul style="list-style-type: none"> • Progress reports • M&E reports 	<ul style="list-style-type: none"> • The institutional capacity to handle certification requests in a timely and effective manner is in place • Certification can be meaningfully used with a brand so as to increase value
2.1 Carry out research activities in molecular, hormonal and semi-chemical interventions at various levels of adaptive research in order to enhance the commercial production of silk- and honey-based products (IFAD financed)	<ul style="list-style-type: none"> • Molecular markers for silkworm and honeybees developed and used in the selection process • Juvenile hormone analogue has been characterized, screened and applied in royal jelly production in the apiaries in all sites • Potential attractants and repellents have been developed and applied in the field at all project sites to enhance wild silk cocoon production 	<ul style="list-style-type: none"> • Annual/periodic work programme reports • Mid-Term Review and Evaluation report 	
3.1 Develop a manual of operations that will assist the projects (mainly, but not exclusively IFAD and GEF projects) in developing comprehensive programmes through a value chain approach	<ul style="list-style-type: none"> • Report is published and distributed and publicly available through the websites/portals of ICIPE and other major organizations 	<ul style="list-style-type: none"> • Internet 	<ul style="list-style-type: none"> • The successful diagnosis of needs and the means of poor communities to adopt apiculture/sericulture feeds is incorporated in the manual to increase accurate targeting and impact
3.2 Provide continuous technical backstopping and support the implementation of training and capacity-building activities among beekeepers, silk farmers and rural entrepreneurs in East and West Africa and the Near East and North Africa region	<ul style="list-style-type: none"> • Quality control lab and training facilities have been established • The number of trainers of apiculture and sericulture trained by gender and type (results and impact management system) (indicative target: trainers from participating countries through workshops) • People trained by gender and type (results and impact management system) (indicative target: 6 000 beekeepers, 3 000 silk farmers in current IFAD and GEF projects) • The number of apiaries, silkworm-rearing and farming sites and marketplaces established and operational in all project sites 	<ul style="list-style-type: none"> • Annual/periodic work programme reports • Detailed M&E schedule prepared at the inception report • Mid-Term Review and Evaluation Reports • Rural community associations, committee meeting minutes, Ministry of Social Welfare 	<ul style="list-style-type: none"> • Availability of trainers and inputs

**CENTRE INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT DES ENGRAIS: PROGRAMME DE LUTTE
CONTRE LA BAISSSE DE FERTILITÉ DES SOLS EN VUE DE L'INTENSIFICATION DE
L'AGRICULTURE DES PETITS EXPLOITANTS EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE**

I. CONTEXTE

1. L'agriculture en Afrique subsaharienne est largement considérée comme un moteur de la réduction de la pauvreté et de la croissance économique, pour la bonne raison que 70% environ de la population vit en milieu rural et dépend de l'agriculture pour assurer sa subsistance. Or, la baisse de fertilité des sols, qui s'accompagne d'une stagnation voire d'une diminution de la productivité agricole, n'épargne aucun système de production agricole et explique l'appauvrissement de l'Afrique subsaharienne au cours des 35 dernières années. Le VIH/sida, l'inadéquation des politiques agricoles aux échelons national et régional, la mauvaise gouvernance en général et le manque d'intrants agricoles, de crédits et de débouchés commerciaux pour l'écoulement des excédents de production sont autant de facteurs qui compromettent gravement la capacité des agriculteurs d'enrayer la dégradation des sols, perpétuant ainsi la pauvreté et l'appauvrissement des sols. Il s'ensuit que l'insécurité alimentaire des ménages et l'extrême pauvreté sont généralisées et profondes dans la région. Ces problèmes majeurs ne devraient pas se résorber dans les décennies à venir, à moins de prendre des mesures d'ordre technologique, économique et sociopolitique pour accélérer la croissance de l'agriculture et freiner la dégradation des sols. Pour faire face à la croissance démographique en milieu rural et urbain, et maintenir un secteur agricole vigoureux, une forte augmentation de la production agricole s'impose. Des taux de croissance de 6% par an sont nécessaires. Malheureusement, la plupart des technologies qui ont été mises au point ne parviennent généralement pas à compenser la perte d'éléments nutritifs et ne font pas augmenter la production agricole, car elles sont appliquées de manière systématique, sans tenir compte de la complexité et de la diversité des contextes socioéconomiques et agroécologiques dans lesquels les petits exploitants agricoles interviennent. Toute la difficulté réside dans le fait de fournir aux agriculteurs et aux autres parties prenantes des options technologiques et des structures institutionnelles et organisationnelles qui soient souples. Les prototypes technologiques et méthodologiques en question peuvent alors être adaptés à la situation des agriculteurs. Le programme considéré vise à faciliter ce processus par un renforcement des capacités des agriculteurs et des prestataires de services de recherche et de vulgarisation, à l'aide de méthodes participatives d'apprentissage, de recherche et de vulgarisation, et en assurant une meilleure compréhension de la problématique de la dégradation des sols et de l'intensification de l'agriculture. La recherche menée au titre du programme dans le cadre d'essais à long terme permettra d'améliorer les formules existantes de gestion de la fertilité des sols, mais aussi de mettre au point et de perfectionner des outils d'aide à la décision dans le domaine de la gestion des sols. Ces outils aideront les responsables des politiques aux échelons local et régional à planifier et à évaluer leurs programmes, et permettront également aux agents de vulgarisation et aux agriculteurs de mieux s'adapter à la diversité des milieux dans la pratique de l'agriculture en Afrique subsaharienne. Le programme favorisera en outre les échanges de connaissances entre les activités menées au titre du don considéré et les autres initiatives financées par le FIDA en Afrique dans les régions I et II, ainsi que l'utilisation et la diffusion des connaissances obtenues de façon à optimiser l'impact des programmes d'investissements financés par le Fonds et par d'autres organismes.

II. JUSTIFICATION, PERTINENCE POUR LE FIDA

2. **Intensification de l'agriculture, fertilité des sols et marchés.** L'Afrique subsaharienne n'offrant guère de possibilités d'expansion des terres cultivées, il est plus réaliste de chercher à accroître la production agricole à l'hectare. Cela étant, la fertilité des sols limite fréquemment les rendements des cultures, et une intensification de la production exercerait une pression plus forte encore sur les réserves en éléments nutritifs des sols. La fertilité des sols et, partant, la durabilité de l'utilisation des terres en Afrique, ont été ces dix dernières années un sujet de préoccupation croissant.

ANNEXE III

De nombreuses études laissent entendre que les sols se dégradent rapidement. D'après Sanchez et al. (1997), par exemple, la perte de fertilité des sols dans les petites exploitations est le facteur biophysique fondamentalement responsable du déclin de la production vivrière par habitant en Afrique subsaharienne. Les agriculteurs ne pourront donc pas échapper à l'engrenage de la pauvreté, à moins d'agir énergiquement pour inverser la tendance à l'épuisement des éléments nutritifs et utiliser plus efficacement les éléments nutritifs et l'eau (précipitations et irrigation) au niveau de chacun des systèmes agricoles. Pour être intensifiée, l'agriculture a besoin d'apports externes en éléments nutritifs. Sur les sols appauvris d'Afrique, la production ne saurait être accrue sans l'apport d'éléments nutritifs de l'extérieur. Les intrants organiques à eux seuls ne seront pas suffisants car ils sont produits sur les mêmes sols et sont donc de nature à entretenir le cycle de la pauvreté. Ces intrants, parmi lesquels les légumineuses, fixent l'azote et peuvent solubiliser le phosphore, mais ne font pas augmenter la quantité totale nette de phosphore dans le sol. De plus, les sources organiques ont une faible teneur en éléments nutritifs, et leur manipulation réclame une somme de travail qu'il est souvent difficile de mobiliser, surtout parmi les ménages touchés par le VIH/sida. On peut donc conclure que, à elle seule, l'utilisation de ressources organiques ne saurait maintenir la fertilité des sols et accroître la productivité. Or, l'utilisation d'engrais minéraux en Afrique subsaharienne est fortement limitée par des facteurs tels que l'insuffisance des infrastructures routières et commerciales, la difficulté à obtenir en temps utile un crédit et des intrants à un coût raisonnable, le peu d'informations fournies en temps opportun et l'inefficacité des systèmes de vulgarisation. Compte tenu des difficultés liées à l'acquisition d'engrais minéraux, et aux risques potentiels que l'utilisation de ces derniers comporte pour l'environnement si elle n'est pas accompagnée d'autres intrants (l'acidification des sols, par exemple), le Centre international pour la fertilité des sols et le développement agricole et son partenaire dans le cadre du programme, à savoir l'Institut de biologie et de fertilité des sols tropicaux du Centre international d'agriculture tropicale (TSBF-CIAT), encouragent l'utilisation rationnelle d'engrais minéraux dans toute la mesure possible en association avec les amendements du sol disponibles localement. Cette stratégie, connue sous le nom de "gestion intégrée de la fertilité des sols", consiste à utiliser de manière optimale les réserves d'éléments nutritifs naturellement présents dans le sol, les amendements du sol disponibles localement, les engrais minéraux et les technologies des eaux vertes, dans le but d'accroître la productivité des terres tout en conservant ou en améliorant la qualité des sols.

3. Les "technologies des eaux vertes" permettent d'améliorer la fertilité des sols, de retenir l'eau dans le sol et d'en optimiser la disponibilité pour la croissance des végétaux. Le programme mettra l'accent sur le développement de technologies des eaux vertes, principalement dans le cadre des systèmes agropastoraux des zones semi-arides. Il sera veillé à ce que les innovations soient durables et dérivées, autant que faire se peut, d'une amélioration des technologies et des connaissances traditionnelles qui existent localement. Cela implique de promouvoir des pratiques qui soient bénéfiques pour l'environnement et qui contribuent à un accroissement sensible des rendements et à l'équité sociale. Il apparaît que l'agriculture favorisant la préservation des ressources détient le potentiel d'accroître les revenus des agriculteurs tout en conservant ou en améliorant les ressources naturelles. Elle suppose un travail moins important du sol et une meilleure gestion de la biomasse, ce qui assure généralement une plus grande disponibilité des eaux vertes pour les végétaux dans les zones semi-arides, une productivité accrue du travail et une utilisation efficace des intrants.

4. L'intensification de l'agriculture en Afrique subsaharienne réclame d'opérer un rapprochement entre les connaissances scientifiques et les connaissances autochtones dans des domaines tels que la fertilité des sols, la gestion de l'eau, la protection intégrée et la sélection végétale, et d'adapter dans les champs les innovations aux besoins des agriculteurs de sorte qu'ils en aient l'utilité et la maîtrise. L'intensification de l'agriculture commencera généralement par des mesures relatives à la fertilité des sols – l'un des principaux facteurs qui limitent les rendements des cultures en Afrique subsaharienne. Elle devra être fortement orientée sur les marchés et les produits, pour les intrants comme pour les extrants. Une meilleure gestion des sols, de l'eau et des cultures fera augmenter la production, mais il faudra pour cela disposer d'un bon accès aux intrants agricoles (en particulier aux engrais minéraux)

ANNEXE III

et de débouchés commerciaux sûrs pour écouler les excédents de production. Il est donc tout aussi déterminant de mener des travaux de recherche sur les opportunités commerciales de façon à pouvoir compter sur des marchés sûrs d'intrants et d'extrants agricoles. Dans toute la mesure possible, les agriculteurs seront associés à la conduite de ces travaux pour s'assurer qu'ils sont en mesure de réagir rapidement à l'évolution des marchés. En outre, la formulation de stratégies efficaces de communication visant à faciliter les échanges d'informations et de connaissances est une condition préalable au développement durable de l'agriculture. La recherche sur les marchés impulsée par les agriculteurs identifiera les approches efficaces permettant aux petits exploitants agricoles d'être reliés aux marchés (intrants, extrants et marchés financiers) et renforcera leur aptitude à repérer et à exploiter les opportunités commerciales qui se présentent. On pourrait, par exemple, envisager de combiner les technologies améliorant la fertilité des sols les mieux indiquées et adaptées aux conditions locales, le crédit après récolte, et l'entreposage des céréales en tant que garantie, de sorte que les agriculteurs pourront vendre leur production à un stade ultérieur de la campagne agricole à un cours plus élevé pour obtenir des bénéfices accrus.

5. **Tenir compte de la diversité et de la dynamique de la réalité que connaissent les agriculteurs.** La fertilité des sols est très variable sur le continent africain, en fonction des phénomènes naturels et des interventions humaines. Il est fréquent que les membres d'une même famille n'aient pas les mêmes possibilités d'accès aux ressources (terre, intrants, financement). Le caractère multiple et changeant de la réalité que connaissent les agriculteurs exige de confier à ces derniers l'initiative de la recherche. Les agriculteurs, quand ils assurent la conduite des travaux de recherche, s'en approprient les résultats et jouent un rôle décisif dans la formation de leurs collègues. Pour tenir compte des différences spatiales, de la diversité et de la complexité des situations à l'échelon d'un village, il est prévu de combiner des approches participatives et systémiques en vue de formuler des recommandations en matière d'agronomie qui soient spécifiques à un site, et d'utiliser des outils d'aide à la décision pour accélérer l'identification de formules prometteuses de gestion des sols pour toutes les zones agroécologiques et tous les systèmes de culture. Les agriculteurs participeront à la planification, à l'application et à l'évaluation des technologies. Le programme veillera à ce que les hommes et les femmes soient associés au déroulement de la recherche en tant que partenaires et décideurs, et à ce qu'ils tirent un avantage réel du meilleur usage de l'eau, des technologies d'utilisation efficace des éléments nutritifs, et des opportunités commerciales qui y sont rattachées. Une attention particulière sera portée aux sexospécificités dans chacune des activités prévues, notamment dans la sélection des participants, la formation et l'évaluation des technologies sur le terrain. Le programme donnera aux agriculteurs et aux agricultrices les moyens de se prendre en charge par un renforcement de leurs capacités productives, de leur sécurité économique et de leur condition sociale, et par un plus grand bien-être de leur famille.

6. **Promouvoir la circulation et l'utilisation des informations et des connaissances.** Il existe en principe beaucoup d'informations disponibles sur les innovations d'ordre technologique, institutionnel et politique permettant d'accroître la fertilité et la productivité des sols. Tout le problème est que ces informations ont tendance à être dispersées et difficiles à utiliser. Il est manifestement nécessaire de chercher à améliorer l'utilisation des informations existantes pour éviter la répétition inutile des efforts. Il faudra à cette fin formuler une stratégie efficace de communication mobilisant différents canaux, dont l'Internet.

III. LE PROGRAMME PROPOSÉ

7. **Groupe cible.** Le groupe cible se compose de petits exploitants agricoles, d'organisations d'agriculteurs, de prestataires de services de recherche et de vulgarisation intervenant dans les programmes d'investissements du FIDA (systèmes nationaux de recherche agricole et ONG), et du personnel des programmes d'investissements du FIDA en Afrique occidentale, orientale et australe.

8. **But.** Le but général est de renforcer les moyens d'action des communautés de petits exploitants agricoles, et de contribuer à la réduction de la pauvreté (amélioration des moyens de subsistance) et à la durabilité à long terme de la base de ressources naturelles en Afrique subsaharienne.

9. **Objectifs spécifiques:**

- a) réaliser des travaux de recherche sous la conduite des agriculteurs sur les technologies de gestion des sols, de l'eau et des cultures qui empêchent la baisse de fertilité des sols, et sur les dispositifs institutionnels de nature à élargir les opportunités commerciales, pour les intrants comme pour les extrants;
- b) former les agriculteurs et les prestataires de services de recherche et de vulgarisation (systèmes nationaux de recherche et de vulgarisation agricoles, ONG, personnel des programmes d'investissements du FIDA) afin de faciliter la recherche impulsée par les agriculteurs sur l'intensification de l'agriculture et de garantir la continuité après la fin du programme;
- c) fournir des services d'appui technique aux programmes d'investissements du FIDA en Afrique dans les régions I et II, afin d'en améliorer l'efficacité et l'impact; et
- d) promouvoir le partage des connaissances et des expériences concluantes dans les domaines de la gestion de la fertilité des sols et de l'intensification de l'agriculture en Afrique subsaharienne.

10. **Activités principales:**

- a) **diagnostic et choix des sites pilotes:** retenir des sites pilotes représentatifs de systèmes agricoles déterminés qui se prêtent particulièrement à une intensification de l'agriculture et à une réduction de la pauvreté:
 - i) diagnostic des systèmes de production agricole; et
 - ii) sélection de villages pilotes et d'équipes de facilitateurs.
- b) **expérimentation participative d'options technologiques et accès aux marchés:** mettre au point et adapter des combinaisons d'options technologiques, de mesures socioéconomiques et de dispositifs institutionnels à l'appui de l'intensification de l'agriculture des petits exploitants dans les principaux systèmes agricoles:
 - i) inventaire des technologies existantes et bilan de l'accès aux marchés;
 - ii) action-recherche pour mettre à l'essai les technologies de lutte contre la baisse de fertilité des sols et les mesures visant à améliorer l'accès aux marchés; et
 - iii) recherche stratégique sur le déclin de la fertilité des sols.
- c) **renforcement des capacités:**
 - i) formation des agriculteurs-formateurs et des fournisseurs d'intrants; et
 - ii) formation des prestataires de services de recherche et de vulgarisation.
- d) **échange de connaissances:** regrouper les activités destinées à améliorer l'échange de connaissances entre les partenaires intervenant au titre du don et des programmes d'investissements et à l'extérieur:

ANNEXE III

- i) activités de promotion et de sensibilisation du public en vue de faire connaître le programme aux parties prenantes, parmi lesquelles les responsables des politiques et les décideurs; et
 - ii) atelier de fin de programme débouchant sur la publication des résultats du programme et de documents décrivant les techniques les plus récentes de lutte contre la dégradation des sols.
- e) **la reproduction à plus grande échelle et l'extrapolation** des résultats obtenus dans le cadre du don, grâce à la formation et à l'appui technique:
- i) faciliter la vulgarisation entre agriculteurs de sorte que chaque centre de savoir fondé au titre des activités mentionnées aux b) et c) ci-dessus ait un rayonnement dans cinq communautés environnantes; et
 - ii) fournir un appui technique au processus d'extrapolation et une assistance technique, à la demande, aux programmes d'investissements non participants concernant des questions connexes en Afrique dans les régions I et II.

IV. RÉSULTATS ET AVANTAGES ESCOMPTÉS

11. Résultats

Résultat 1: des options technologiques destinées à combattre la dégradation des sols et à accroître la fertilité des sols ont été adaptées aux caractéristiques spécifiques du site à l'aide de méthodes assurant la participation des agriculteurs, et font augmenter la productivité des systèmes de production à base de céréales, de racines et de tubercules.

Résultat 2: les opportunités commerciales et les systèmes d'information existants ont été analysés; d'autres approches visant à mettre effectivement en relation les agriculteurs avec les marchés financiers et les marchés d'extrants ont été mises à l'essai, et celles qui sont efficaces et appropriées sont appliquées.

Résultat 3: les agriculteurs, les agents de recherche et de vulgarisation, et le personnel des programmes du FIDA ont été formés dans le but d'assurer l'efficacité des interventions et la durabilité des approches et des résultats du programme.

Résultat 4: des notes consultatives techniques, des analyses, des études de cas et du matériel de vulgarisation et de promotion ont été élaborés et diffusés largement et sont consultables auprès du réseau régional Fidafrrique en Afrique de l'Ouest et du Centre et sur l'Internet. Des échanges périodiques de connaissances ont été organisés entre les programmes d'investissements du FIDA, le don considéré et les parties intéressées à l'intensification de l'agriculture en Afrique subsaharienne.

V. DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXÉCUTION

12. L'IFDC et le TSBF-CIAT exécuteront le programme et travailleront en association avec les prestataires locaux de services de recherche et de vulgarisation qui interviennent au titre de chacun des projets d'investissements. L'IFDC sera le destinataire du don chargé de la gestion administrative et financière du programme. Le TSBF-CIAT interviendra en tant que partenaire du programme aux termes de l'actuel protocole d'accord entre l'IFDC et le TSBF-CIAT. L'IFDC et le TSBF-CIAT nommeront l'un et l'autre le personnel du programme, dont le coordonnateur du programme (basé au bureau régional de l'IFDC à Lomé, au Togo) et un coordonnateur régional du programme pour l'Afrique orientale et australe (basé à l'Université de Harare, au Zimbabwe). Le personnel du

ANNEXE III

programme recevra un large appui du personnel de l'IFDC et du TSBF-CIAT en poste dans la région. L'exécution sur le terrain de la plupart des activités sera menée en collaboration avec les membres du Réseau pour l'intensification agricole en Afrique subsaharienne et du Réseau africain pour la biologie et la fertilité des sols (AfNET)¹. L'IFDC et le TSBF-CIAT contacteront les universités afin d'associer des étudiants de doctorat aux travaux de recherche (sans prise en charge de leurs frais de scolarité). L'IFDC organisera une réunion annuelle du comité directeur du projet pour faire le point sur les résultats et examiner, en vue de leur approbation, les plans de travail et budgets annuels. Le comité se composera des directeurs (ou de leurs représentants) de l'IFDC et du TSBF-CIAT, du coordonnateur du projet (qui fera office de secrétaire du comité) et du coordonnateur régional du programme (Afrique orientale et australe). Seront également conviés à la réunion les représentants du FIDA de la Division consultative technique, de la Division Afrique de l'Ouest et du Centre et de la Division Afrique orientale et australe, et les directeurs des projets d'investissements financés par le FIDA concernés (comportant des activités sur le terrain). La participation de ces derniers ne sera pas couverte par le don, mais prise en charge au titre du mécanisme de financement du développement des programmes et du budget administratif.

13. **Suivi et évaluation.** Les coordonnateurs du projet, en étroite collaboration avec les services de suivi et évaluation des programmes d'investissements du FIDA, seront amenés à mettre au point et à appliquer un système de suivi participatif, axé sur l'impact, et qui enregistre les informations en retour communiquées par le personnel du projet et les parties prenantes.

14. **Rapports techniques et financiers.** Les coordonnateurs du projet, en étroite collaboration avec le personnel des programmes d'investissements du FIDA et les parties prenantes, établiront des plans de travail annuels qui seront discutés lors des ateliers annuels. Ces plans préciseront les points de référence et les indicateurs qui serviront à mesurer la progression du projet. Les plans de travail, les budgets et le rapport sur l'état d'avancement de l'exécution devront recevoir l'approbation du comité directeur du projet avant d'être transmis au FIDA. Les coordonnateurs remettront des rapports de situation semestriels à la Division consultative technique du FIDA pour faciliter la supervision du projet. Le rapport final sera présenté au FIDA trois mois après l'achèvement du projet. L'IFDC, qui sera investi de la responsabilité générale des comptes rendus au FIDA, transmettra donc à ce dernier les états financiers vérifiés annuels concernant l'utilisation des fonds accordés au titre du don. Il procédera aux contrôles internes et prendra les mesures nécessaires pour assurer la bonne gestion financière. Ses attributions incluent l'exercice de fonctions de contrôle sur les passations des marchés et la présentation de rapports en temps opportun sur toutes les transactions financières enregistrées au moyen d'un système de comptabilité entièrement automatisé. Des commissaires aux comptes indépendants seront engagés pour effectuer tous les ans la vérification des comptes de l'IFDC et assurer leur conformité avec les lois, les réglementations, les contrats et les dons, entre autres.

VI. COÛTS ET FINANCEMENT INDICATIFS DU PROGRAMME

15. Le projet sera exécuté sur une période de trois ans et devra être financé à hauteur de 1 400 000 USD par le FIDA (voir tableau ci-dessous). L'IFDC et le TSBF-CIAT apporteront des cofinancements supplémentaires d'un montant total de 2 936 000 USD sous forme de contributions en espèces et en nature.

¹ Réseau sur internet d'organisations et de projets consacrés à la lutte contre la pauvreté rurale en Afrique de l'Ouest et du Centre.

ANNEXE III

Coûts du programme (en milliers de USD)

Catégorie de coût	FIDA	IFDC	TSBF-CIAT	Total
Gestion du projet	579 000	450 000	165 000	1 194 000
Déplacements	152 000	120 000	102 000	374 000
Matériel et fournitures	125 000	45 000	171 000	341 000
Expérimentation sur le terrain	209 000	-	379 000	588 000
Renforcement des capacités	133 000	384 000	296 000	813 000
Ateliers	54 000	-	66 000	120 000
Reproduction à plus grande échelle et extrapolation	20 000	605 000	153 000	778 000
Coûts administratifs	128 000	-	-	128 000
Total	1 400 000	1 604 000	1 332 000	4 336 000

	Intervention Logic	Objectively Verifiable Indicators	Sources of Verification	Assumptions
Overall objective	Empower smallholder-farmer communities and contribute to poverty reduction and the long-term sustainability of the natural resource base in SSA	- Improved economic and environmental sustainability of production systems (yield, natural resource quality indicators)	Independent project impact studies, project reports, interviews, websites of partners	An enabling political and institutional environment, political stability
Project purpose	Support smallholder farmers in agricultural intensification and in combating soil degradation by enhancing soil fertility	- Increased agricultural production - Improved farmer incomes - Improved market access - Improved economic and environmental sustainability of production systems	Independent project impact studies, project reports, interviews, websites of partners	Enabling political and institutional environment, political stability
Results	<ol style="list-style-type: none"> 1. Typology and characteristics of farming systems 2. Market development constraints are defined 3. Technological options for combating soil degradation and enhancing soil fertility are adapted to site-specific conditions 4. Approaches to institutional arrangements to link smallholder farmers to input and output markets are tested 5. Trained farmers, research and extension agents and IFAD programme staff 6. IFAD investment programmes in the Africa I and II regions strengthened 7. Project output developed, is widely distributed and accessible 8. Efficient and effective project management 9. Efficient and effective monitoring, evaluation and impact assessment 	<ul style="list-style-type: none"> - Number of farming systems analysed - Number of soil management options evaluated and adapted to specific farming systems - Sound institutional arrangements and socio-economic measures to improve market access and adoption of technology - Number of learning groups and action research groups - Number of training hours provided to research and extension service providers - Number of training hours to facilitate farmer-to-farmer extension - Average increase in yields obtained per ha in learning plots (kg/ha⁻¹) - Number of farmers who have obtained improved access to factor and output markets in pilot sites - Number of change agents trained - Number of meetings, training sessions, and field days held - Number of farmer representatives and input dealers trained - Number of decision- and policy-makers reached - Number of extension materials prepared - Number of decision support tools developed/improved - Number of radio/television broadcast documentaries produced - Number of manuals and technical advisory notes written - Number of backstopping missions (person days/yr⁻¹) 	Project reports, scientific publications, reports on training courses and workshops, trip reports, websites, project steering committee meetings and minutes	Investment programme staff and research and development service providers are motivated to collaborate with this research grant

	Intervention Logic	Objectively Verifiable Indicators	Sources of Verification	Assumptions
		<ul style="list-style-type: none"> - Number of times project staff participate in IFAD formulation missions for new investment programmes - Number of materials posted on websites: Fidafrigue, the Network for Agricultural Intensification in Sub-Saharan Africa and AfNET - Number of project progress reports - Number of scientific articles - Consultant reports on impact of project 		
26	Activities <ul style="list-style-type: none"> 1.1 Diagnosis of agricultural production systems 1.2 Selecting pilot villages and teams of facilitators 2.1 Inventory of existing technologies and market opportunities and constraints 2.2 Action research to test technologies to combat soil fertility decline and measures to improve market access 2.3 Strategic research on soil fertility decline 3.1 Training of farmer trainers and input dealers 3.2 Training of research and development service providers 4.1 Promotional and public awareness activities 4.2 End-of-project workshop 5.1 Facilitating farmer-to-farmer extension 5.2 Technical backstopping 	Means: The assumption is that the project will work with four investment programmes in West Africa and four investment programmes in eastern and southern Africa Appointment of project coordinators (two) Recruitment of M.Sc. or Ph.D. students Regional travel (airfare, per diem for project coordinators and for participants in steering committee meetings) Equipment and supplies: (two cars, plus fuel and maintenance, two computers, two printers, two UPS, field supplies and miscellaneous project supplies) Field experimentation: subcontracts with research and development service providers, soil and plant analyses Organizing yearly training of representatives of farmer organizations, research and development service providers, input dealers Organizing yearly PAC meetings and end-of-project workshop Promotional campaigns for scaling-up	Costs: See budget	Investment programme staff and research and development service providers are motivated to collaborate with this research grant and to cofinance some activities

	Intervention Logic	Objectively Verifiable Indicators	Sources of Verification	Assumptions
		<p>and -out</p> <p>Appointment of independent consultants to conduct impact assessment</p> <p>-> See also activity schedule</p>		